

Isabelle Gauthier
GAUI15558008

LE FINANCEMENT DES MUNICIPALITÉS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS : TRANSFERTS ET FACTEURS
D'ALLOCATION

Rapport de recherche
présenté à
Monsieur François Vaillancourt
Département de sciences économiques

Université de Montréal
Février 2006

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 0. | Introduction..... | 3 |
| 1. | Revue des écrits et cadre d'analyse | 4 |
| 1.1. | Revue des écrits | 5 |
| 1.1.1. | Melville L. McMillan, <i>Financial Relationships between Regional and Municipal Authorities : Insights from the Examination of Five OECD Countries</i> , (2002) | 5 |
| 1.1.2. | Boadway et Kitchen, <i>Canadian Tax Policy</i> , (1999)..... | 6 |
| 1.1.3. | Boex et Martinez-Vazquez, <i>The determinants of the incidence of intergovernmental grants : A survey of the international experience</i> , (2005) | 6 |
| 1.2. | Modèle et cadre d'analyse | 7 |
| 2. | Description du Canada et des Etats-Unis | 9 |
| 2.1. | Analyse des situations financières des municipalités | 9 |
| 2.1.1. | Situation financière des municipalités canadiennes | 9 |
| 2.1.2. | Situation financière des municipalités américaines..... | 13 |
| 2.1.3. | Comparaison des municipalités canadiennes et américaines | 15 |
| 2.2. | Programmes fédéral-municipal canadiens et américains | 15 |
| 2.2.1. | Programmes canadiens | 15 |
| 2.2.2. | Programmes américains | 24 |
| 2.2.3. | Comparaison des programmes canadiens et américains..... | 27 |
| 3. | Modèle, données et résultats | 29 |
| 3.1. | Modèle économétrique | 29 |
| 3.1.1. | Variables et données..... | 29 |
| 3.1.2. | Analyse graphique des transferts fédéral-municipal américains | 32 |
| 3.2. | Résultats | 34 |
| 3.2.1. | Population..... | 35 |
| 3.2.2. | Besoins locaux..... | 36 |
| 3.2.3. | Politique | 36 |
| 3.2.4. | Revenu disponible | 36 |
| 3.3. | Discussion | 38 |
| 4. | Conclusion | 40 |
| | Bibliographie | 42 |
| | Annexe | 44 |

0. Introduction

Ce rapport de recherche vise à étudier les transferts directs du gouvernement fédéral aux gouvernements locaux. Les situations canadienne et américaine seront analysées et comparées. Plus spécifiquement, ce rapport cherche à examiner les facteurs déterminants dans l'allocation des transferts fédéraux aux administrations locales tant au Canada qu'aux États-Unis. Toutefois, en l'absence d'un véritable transfert direct entre le palier fédéral et le municipal, seul les déterminants pour les États-Unis ont pu être étudiés.

La première section de ce rapport de recherche fera une brève revue des écrits et expliquera le cadre d'analyse utilisé. En deuxième section, une description de la situation financière des municipalités canadiennes et américaines sera effectuée. De plus, les programmes fédéral-municipal existants dans les deux pays seront énumérés et analysés. Enfin, la troisième section présente le modèle économétrique ainsi que les résultats obtenus.

1. Revue des écrits et cadre d'analyse

Cette première section expose la problématique qui sera étudiée dans ce rapport. Une revue des études antérieures abordant le sujet de ce rapport sera effectuée et le choix du modèle ainsi que le cadre de l'analyse seront également développés.

Le financement des municipalités par le gouvernement fédéral n'est pas chose simple étant donné les constitutions canadienne et américaine. Les municipalités, tant au Canada qu'aux États-Unis, sont des créatures des provinces ou des états¹. Elles sont donc des compétences, au même titre que la santé ou l'éducation, ne permettant pas au gouvernement fédéral de financer directement ces dernières.

Le financement fédéral envers les municipalités canadiennes se résume, en majorité, par des programmes conjoints ou des partenariats avec les provinces.

À ce niveau, la fédération américaine est plus souple que celle de ces voisins. Même si les municipalités figurent parmi les compétences des états, le gouvernement fédéral les finance directement. Qui plus est, certains états² ont même fait des municipalités un palier de gouvernement distinct, démontrant une différence majeure entre les deux pays³.

En considérant les différences entre le financement des municipalités américaines et canadiennes et en tenant compte des difficultés financières⁴ de ce palier de gouvernement, ce rapport vise à étudier et à comparer les transferts du gouvernement fédéral aux administrations locales de ces deux pays. Il cherche en particulier à déterminer les facteurs d'allocation des transferts fédéraux par habitant aux administrations locales.

¹ Gauthier et Vaillancourt, *Municipal Governance in Canada, United States, France and Pakistan : Some Lessons for Russia*, papier préparé pour l'Institut des affaires intergouvernementales de l'Université Queen's, 2002

² *Analyse comparative des organismes responsables des affaires municipales et de leurs responsabilités*, L'observatoire de l'administration publique, Québec, 2003.

³ Des discussions concernant l'autonomie des gouvernements locaux sont toutefois en cours (2005) dans la province de la Colombie-Britannique (voir l'Entente sur le transfert des recettes tirées de la taxe fédérale sur l'essence aux termes du Nouveau pacte sur les villes et les collectivités entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement de la Colombie-Britannique, l'Union des municipalités de la Colombie-Britannique et la Ville de Vancouver, Infrastructure Canada, 2005.).

⁴ Par exemple, voir Slack. *Revenue Sharing Options for the Canada's Hub cities*, 2004.

1.1. Revue des écrits

Un bref survol de la littérature sur le financement des municipalités et sur les déterminants des transferts intergouvernementaux est effectué dans cette partie. Trois textes ont été choisis étant donné leur pertinence à expliquer le sujet développé dans ce rapport.

1.1.1. Melville L. McMillan, *Financial Relationships between Regional and Municipal Authorities : Insights from the Examination of Five OECD Countries*, (2002)⁵

Dans son texte *Financial Relationships between Regional and Municipal Authorities : Insights from the Examination of Five OECD Countries*, Melville L. McMillan explique les relations fiscales intergouvernementales dans cinq pays de l'OCDE. Il étudie donc la situation financière, les dépenses et les pouvoirs de taxation des gouvernements locaux du Canada, des États-Unis, de l'Australie, de l'Allemagne et du Danemark. Suite aux résultats de son analyse comparative, il en tire les leçons suivantes :

- Il n'y a pas qu'un seul bon modèle pour l'allocation des dépenses et des revenus entre les gouvernements. Toutefois, le mode de financement du gouvernement local doit lui permettre de subvenir adéquatement à ses responsabilités;
- Les transferts inconditionnels peuvent provoquer des problèmes dans la structure financière des municipalités;
- Les revenus de sources propres sont préférés aux transferts pour les responsabilités dites locales ou de proximité. Les revenus doivent être stables, visibles, équitables et adéquats.
- Un objectif d'équité sociale n'est pas viable au palier municipal;
- Pour les gouvernements locaux, les droits d'usagers sont un bon moyen de faire le lien entre coût et bénéfice;
- Les transferts des gouvernements supérieurs sont légitimes s'ils ont pour objectif de corriger les distorsions économiques provenant d'effets externes, de réduire un écart fiscal ou d'égaliser les capacités fiscales. De plus, des raisons politiques peuvent justifier les transferts intergouvernementaux. Toutefois, leur allocation doit s'effectuer avec objectivité.

⁵ McMillan, Melville L. *Financial Relationships between Regional and Municipal Authorities : Insights from the Examination of Five OECD Countries*, Institute of Intergovernmental Relations, Queens University, Kingston, Ontario, 2002.

1.1.2. Boadway et Kitchen, *Canadian Tax Policy*, (1999)⁶

Dans leur livre, *Canadian Tax Policy*, Boadway et Kitchen explore la situation fiscale canadienne. Ce livre explore les politiques fiscales canadiennes, les principes de la taxation en général, la taxation locale de la propriété, ainsi que les transferts entre palier de gouvernement.

Selon les auteurs, les municipalités canadiennes tirent leur revenu de trois sources : les taxes foncières, les droits d'usager et les transferts des paliers supérieurs. Toutefois, seulement deux de ces sources sont sous le contrôle des municipalités. Les transferts sont sous la discrétion des provinces et sont généralement accordés pour satisfaire des besoins de juridiction provinciale. Ainsi, les transferts aux municipalités ne permettent pas à celle-ci de combler des besoins qui leur son propre. Enfin, selon ces auteurs, les droits d'usager, malgré leur efficacité, sont sous-utilisés par les municipalités canadiennes.

1.1.3. Boex et Martinez-Vazquez, *The determinants of the incidence of intergovernmental grants : A survey of the international experience*, (2005)⁷

Ce papier explique que malgré la présence d'une formule de répartition objective contenant des critères à la fois équitables, stables et efficients, d'autres facteurs institutionnels déterminent l'allocation des transferts entre palier de gouvernements. Une comparaison de douze études empiriques provenant de différents pays révèle qu'à l'instar des besoins et de la capacité fiscale des gouvernements locaux, d'autres facteurs, incluant l'influence politique et le poids de la juridiction, jouent un rôle important dans la répartition des transferts intergouvernementaux par habitant dans un système décentralisé. Ces études s'appliquent autant pour la détermination des facteurs d'allocation de l'ensemble des transferts entre palier de gouvernements que pour un transfert spécifique.

Le modèle généralement utilisé dans les études empiriques à la forme linéaire suivante :

$$PC\ GRANTS_i = \beta_0 + \beta_1\ NEEDS_i + \beta_2\ REVENUE_i + \beta_3\ POLITICS_i + \beta_4\ POP_i + \varepsilon$$

⁶ Boadway et Kitchen. *Canadian Tax Policy*, Canadian Tax Paper No 103, Canadian Tax Foundation, Canada, 1999.

⁷ Boex et Martinez-Vazquez. "*The Determinants of the Incidence of Intergovernmental Grants : A Survey of the International Experience*", International Studies Program Working Paper Series, at AYSPS, GSU paper0509, International Studies Program, Andrew Young School of Policy Studies, Georgia State University, (2005).

Le montant par habitant de transferts intergouvernementaux reçu par un gouvernement local i (PC GRANTS $_i$) est ainsi déterminé par quatre facteurs, les besoins locaux (NEEDS), la capacité fiscale ou de revenu (REVENUE), les facteurs politiques (POLITICS) et le poids relatif de la juridiction (POP).

Selon l'étude des auteurs, il faut s'attendre à une relation positive entre le facteur des besoins locaux et le montant de transfert par habitant, puisque l'objectif d'un transfert est de permettre la mise en place d'une offre de service public équivalente entre les administrations locales.

La relation entre la capacité de revenu des administrations locales et le montant de transfert par habitant est ambiguë. Il faut s'attendre à une relation négative si l'équité est l'objectif prédominant du transfert et une relation positive si les revenus déterminent la puissance politique de l'administration locale.

La relation devrait être positive entre la représentation politique et le montant de transfert par habitant.

Enfin, selon cette étude une relation négative entre la population et le montant de transfert par habitant devrait être observée, soit que plus la municipalité est petite, plus elle reçoit des transferts par habitant. Les auteurs expliquent cette relation par la présence d'économies d'échelle et par le poids disproportionné du pouvoir de lobbying des petites administrations locales.

1.2. Modèle et cadre d'analyse

Aucune étude ne fait la comparaison entre le financement des municipalités canadiennes et américaines par les transferts du gouvernement fédéral. Les études existantes sont soit pour le cas canadien, soit pour le cas américain.

Pourtant, il semble pertinent de comparer ces situations, étant donné les similitudes au niveau constitutionnel, économique et politique de ces deux pays. Ce rapport de recherche fera donc, en premier lieu, une comparaison des modes de financement des municipalités. De plus, les transferts fédéral-municipal dénombrés au Canada et aux États-Unis, plus spécifiquement ceux où les gouvernements provinciaux ou des états sont absents du processus d'allocation, seront énumérés et analysés.

Suite à cette mise en contexte, ce rapport cherche à déterminer les facteurs d'allocation des transferts fédéraux directement dirigés aux administrations locales, c'est-à-dire le financement des gouvernements locaux par le gouvernement fédéral ne passant pas par les provinces ou les états. Pour étudier ces facteurs d'allocation, une variation du modèle développé par Boex-Martinez-Vazquez, présenté précédemment, va être utilisé.

2. Description du Canada et des Etats-Unis

La prochaine section analysera la situation financière au Canada et au Etats-Unis. De plus, les programmes fédéral-municipal existants seront énumérés et analysés.

2.1. Analyse des situations financières des municipalités

Pour bien comprendre la problématique du financement des municipalités tant canadiennes qu'américaines, cette section examine chacune des situations financières et les compare entre elles. Bien que les deux pays soient similaires au niveau constitutionnel, politique et économique, certaines différences sont importantes.

Tableau 1 : Caractéristiques générales du Canada et des Etats-Unis, 2003

| | Population | Dimension | Densité de la population | PIB | PIB par habitant |
|------------|------------|--------------------------|-----------------------------|-------------------|------------------|
| | (000) | (1 000 KM ²) | (habitant/KM ²) | (1 000 000 US \$) | (US \$) |
| Canada | 31 660 | 9 970 | 3,2 | 821 750 | 25 955 |
| Etats-Unis | 290 810 | 9 363 | 31,1 | 10 398 000 | 35 755 |

Source : Statistique Canada, Cansim, matrices 380-0001 et 051-0001. US Census Bureau, Statistical Abstract of the United States: 2004-2005, tableaux 11 et 642, (taux de change : 1 \$ US = 1,478 \$ CAN).

Le tableau 1 présente les principales caractéristiques des deux pays étudiés. Deux divergences notables se situent au niveau de la population et du PIB : la population américaine est environ 9 fois plus élevée que la population canadienne pour un même territoire et le PIB est plus élevé aux Etats-Unis.

2.1.1. Situation financière des municipalités canadiennes

Le tableau 2 dénombre les gouvernements locaux pour chaque province canadienne. Le nombre de municipalités par habitant diffère d'une province à l'autre, passant d'un ratio d'une municipalité pour 1 096 habitants à Terre-Neuve contre une municipalité pour 27 849 habitants en Ontario. Il faut également noter une tendance à la baisse du nombre de municipalités canadiennes. Par exemple, le nombre de municipalités québécoises a diminué de près du quart en 7 ans de 1998 à 2004, tandis qu'en Ontario cette diminution atteint près de 40 % en 9 ans de 1996 à 2004.

Tableau 2 : Nombre de gouvernements locaux par province au Canada, 2004

| Province | Total | par habitant | Province | Total | par habitant |
|-----------------------|-------|--------------|-----------------------------|-------|--------------|
| Terre-Neuve | 469 | 1 / 1 096 | Ontario | 445 | 1 / 27 849 |
| Île du Prince Édouard | 75 | 1 / 1 839 | Manitoba | 199 | 1 / 5 881 |
| Nouvelle-Écosse | 55 | 1 / 17 036 | Saskatchewan | 908 | 1 / 1 096 |
| Nouveau-Brunswick | 103 | 1 / 7 295 | Alberta | 344 | 1 / 9 308 |
| Québec | 1090 | 1 / 6 920 | Colombie-Britannique (2003) | 423 | 1 / 9 911 |
| Canada | 4 111 | 1 / 7 701 | | | |

Source: Finances of the Nations, Canadian Tax Foundation, 2004 et Statistique Canada, Cansim, matrice 051-0001.

Le tableau 3 présente les dépenses des municipalités canadiennes par province. En moyenne, les municipalités dépensent 1 000\$ par habitant, soit 4,8 % du PIBcanadien. Il faut toutefois être prudent avec l'interprétation de cette moyenne, puisque l'Ontario la tire vers le haut. Les municipalités ontariennes sont celles où les dépenses par habitant sont les plus élevées. Dans la province de l'Ontario, les municipalités ont davantage de responsabilités au niveau de la santé et des services sociaux que celles des autres provinces canadiennes. Les municipalités de l'est du pays, au contraire, dépensent moins par habitant.

Tableau 3 : Dépenses municipales par province au Canada, 2000

| Provinces | Dépenses par habitant | Dépenses selon le PIB provincial |
|-----------------------|-----------------------|----------------------------------|
| | \$ US | % |
| Terre-Neuve | 456 | 3,0 |
| Île du Prince Édouard | 245 | 1,7 |
| Nouvelle-Écosse | 686 | 4,3 |
| Nouveau-Brunswick | 559 | 3,4 |
| Québec | 839 | 4,5 |
| Ontario | 1 287 | 5,6 |
| Manitoba | 761 | 4,2 |
| Saskatchewan | 697 | 3,5 |
| Alberta | 1 053 | 4,0 |
| Colombie-Britannique | 852 | 4,2 |
| Moyenne du Canada | 1 004 | 4,8 |

Source : Kitchen (2002), colonne 2, 3, 4 et 5 en dollar canadien (taux de change : 1\$ US = 1.478 \$ CAN)

Le tableau 4 présente la ventilation des dépenses municipales canadiennes par fonction.⁸ Étant différents l'un de l'autre et permettant de voir l'ensemble des situations existant au niveau des dépenses municipales, le Québec et l'Ontario sont présentés distinctement. En résumé :

- Les services sociaux ne sont pas une responsabilité des municipalités, sauf en Ontario;
- Les dépenses en santé sont minimales et représentent principalement de la prévention aux citoyens;
- Les transports, la sécurité et l'environnement représentent plus de 50 % du total des dépenses;
- Les dépenses pour les services culturels et récréatifs représentent entre 8 et 12 % du total;
- Le service de la dette varie d'une province à l'autre.

Tableau 4 : Dépenses municipales par fonction au Canada, au Québec et en Ontario selon le pourcentage des dépenses totales, 2000

| Dépenses | Canada | Québec | Ontario |
|-----------------------------|--------|--------|---------|
| | % | % | % |
| Administration générale | 11,0 | 13,4 | 9,4 |
| Sécurité | 15,9 | 18,6 | 14,2 |
| Transport | 19,8 | 23,5 | 17,4 |
| Santé | 2,0 | 0,1 | 3,3 |
| Services sociaux | 12,6 | 0,8 | 25,0 |
| Conservation des ressources | 2,0 | 2,2 | 1,5 |
| Environnement | 14,0 | 12,9 | 12,2 |
| Culture | 11,1 | 11,9 | 8,4 |
| Logements sociaux | 2,6 | 3,3 | 3,5 |
| Développement économique | 2,2 | 2,2 | 2,0 |
| Services de la dette | 5,9 | 10,6 | 2,8 |
| Autres | 0,9 | 0,4 | 0,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source: Kitchen (2002), tableau 2.

Le tableau 5 présente le financement des municipalités canadiennes pour la moyenne du Canada ainsi que pour les provinces du Québec et de l'Ontario. Ces deux provinces sont présentées spécifiquement pour les raisons évoquées précédemment.

⁸ Repris partiellement de Gauthier et Vaillancourt, *Municipal Governance in Canada, United States, France and Pakistan : Some Lessons for Russia*, papier préparé pour l'Institut des affaires intergouvernementales de l'Université Queen's, 2002.

Les municipalités canadiennes :

- se financent majoritairement avec des revenus de sources propres soit à 82,1 % et à 17,9 % pour les transferts;
- ont une proportion de transferts et de revenus de source propre qui diffère d'une province à l'autre. Par exemple, les transferts représentent 24,2 % du financement des municipalités en Ontario, tandis qu'au Québec c'est 10,2 %;
- ont comme principale source de revenus la taxation foncière. Les taxes foncières représentent plus de 67 % des revenus des municipalités québécoises. Les frais d'utilisateur sont la deuxième source de revenus propres, mais n'atteint que le cinquième des revenus;
- reçoivent majoritairement des transferts conditionnels provenant des autres paliers de gouvernements.

Tableau 5 : Sources de revenus des municipalités au Canada, au Québec et en Ontario, selon le pourcentage des revenus totaux, 2000

| Revenus | Canada | Québec | Ontario |
|----------------------------------|--------|--------|---------|
| | % | % | % |
| Source propre | | | |
| Taxes foncières | 53,5 | 67,3 | 49,8 |
| Autres taxes | 1,3 | 0,3 | 1,3 |
| Frais d'utilisateur | 21,3 | 16,9 | 19,6 |
| Revenu d'investissement | 5,0 | 2,3 | 4,3 |
| Autres | 1,2 | 2,4 | 0,8 |
| Total de revenu de source propre | 82,1 | 89,1 | 75,8 |
| Transferts | | | |
| Inconditionnels | 2,7 | 0,8 | 3,3 |
| Conditionnels | 15,2 | 10,0 | 20,9 |
| Total des transferts | 17,9 | 10,9 | 24,2 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source: Kitchen (2002), Tableau 3.

En résumé, les municipalités canadiennes ont la responsabilité des services dits de proximité et se financent majoritairement par l'impôt foncier.

2.1.2. Situation financière des municipalités américaines

Les tableaux 6 à 8 présentent le financement des municipalités américaines pour l'ensemble du pays, ainsi que pour celles de cinq états principaux des Etats-Unis, soit la Californie, le Michigan, l'état de New York, l'Ohio et la Pennsylvanie.

Tableau 6 : Nombre de gouvernements locaux dans 5 états américains et aux États-Unis, 2002

| | Total | par habitant |
|--------------|--------|--------------|
| Etats-Unis | 87 525 | 1 / 3 290 |
| Californie | 4 409 | 1 / 7 938 |
| Michigan | 2 804 | 1 / 3 581 |
| New York | 3 420 | 1 / 5 594 |
| Ohio | 3 636 | 1 / 3 137 |
| Pennsylvanie | 5 031 | 1 / 2 450 |

Source : US Census Bureau, Statistical Abstract of the United States : 2004-2005 (comprend toutes les unités gouvernementales y compris les special districts)

Le tableau 6 présente le nombre de gouvernements locaux pour cinq états américains, ainsi que pour le total des États-Unis. Parmi ces états, le ratio le plus élevé est d'une municipalité pour 7 938 habitants en Californie et le moins élevé est d'une municipalité pour 2 450 habitants en Pennsylvanie.

Tableau 7 : Dépenses municipales par fonction pour 5 états américains selon le pourcentage des dépenses totales, 2000

| Fonctions | États-Unis | Californie | Michigan | New York | Ohio | Pennsylvanie |
|-------------------------|------------|------------|----------|----------|-------|--------------|
| | % | % | % | % | % | % |
| Administration générale | 9,8 | 10,5 | 11,8 | 5,3 | 12,5 | 10,3 |
| Sécurité | 18,1 | 18,2 | 14,9 | 17,0 | 17,2 | 14,6 |
| Transport | 8,2 | 5,6 | 10,9 | 6,6 | 9,3 | 6,0 |
| Santé | 5,0 | 6,7 | 11,2 | 3,9 | 9,8 | 9,7 |
| Hôpitaux | 9,1 | 7,4 | 3,4 | 8,7 | 5,0 | 0,8 |
| Services sociaux | 7,2 | 13,7 | 3,8 | 15,1 | 9,8 | 10,2 |
| Logement | 4,9 | 5,6 | 1,4 | 5,0 | 4,4 | 6,7 |
| Environnement | 8,7 | 6,7 | 12,2 | 6,6 | 8,7 | 9,4 |
| Service de la dette | 8,4 | 6,3 | 7,3 | 9,9 | 5,6 | 14,3 |
| Autres | 20,7 | 19,3 | 23,1 | 21,9 | 17,7 | 18,1 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source: US Census Bureau, Statistical Abstract of the United States : 2004-2005, tableau 444.

Note : L'éducation a été retiré des fonctions des municipalités américaines afin d'effectuer de meilleures comparaisons entre les deux pays, l'éducation représentant plus de 40 % des dépenses des municipalités.

Le tableau 7 présente l'importance des différentes fonctions des municipalités américaines pour 5 états et pour l'ensemble des États Unis :

- La sécurité est la fonction principale des gouvernements locaux américains, variant de 14,6 % pour la Pennsylvanie à 18,2 % pour la Californie. Cette fonction inclut autant les frais de la police que des pompiers;
- Les dépenses au niveau des services sociaux diffèrent entre les états représentant près de 15,1 % des dépenses dans l'état de New York et 3,8 % au Michigan.

Tableau 8 : Sources de revenus des municipalités pour 5 états américains selon le pourcentage des revenus totaux, 2000

| | États-Unis | Californie | Michigan | New York | Ohio | Pennsylvanie |
|--|------------|------------|----------|----------|-------|--------------|
| | % | % | % | % | % | % |
| Sources propres | | | | | | |
| Taxe foncière | 26,8 | 16,9 | 23,8 | 26,0 | 26,9 | 28,1 |
| Taxes de vente | 6,4 | 7,5 | 0,4 | 9,5 | 3,7 | 1,1 |
| Impôt sur le revenu (personnel et société) | 2,3 | 0,0 | 1,6 | 9,0 | 9,1 | 7,1 |
| Frais d'usager | 15,4 | 15,9 | 13,6 | 12,6 | 13,4 | 11,0 |
| Autres | 9,7 | 11,7 | 9,3 | 7,3 | 9,0 | 12,1 |
| Total de sources propre | 60,6 | 52,0 | 48,8 | 64,4 | 62,0 | 59,4 |
| Transferts | | | | | | |
| Fédéral | 3,7 | 3,6 | 3,6 | 3,1 | 3,1 | 5,6 |
| États | 35,7 | 44,5 | 47,7 | 32,5 | 34,9 | 35,0 |
| Total de transferts | 39,4 | 48,0 | 51,2 | 35,6 | 38,0 | 40,6 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source: Census of Governments, US Census Bureau, 2004-2005, tableau 443.

Enfin, le tableau 8 présente les sources de revenus des municipalités :

- Les transferts représentent en moyenne 40 % des sources de revenu des municipalités américaines. Toutefois, ils varient grandement entre les états présentés, passant de 51,2 % des revenus pour les municipalités du Michigan à 35,6 % pour celles de l'état de New York;
- Les municipalités américaines disposent d'une plus grande marge de manœuvre quant à la diversification de leurs sources de revenus propres, disposant de l'impôt sur la propriété (26,8 %), des taxes de vente (6,4 %), des frais d'usagers (15,4 %), de l'impôt

sur les revenus des particuliers et des sociétés⁹ (2,3 %), ainsi que d'autres sources mineures, principalement des revenus d'investissement (9,7 %).

2.1.3. Comparaison des municipalités canadiennes et américaines

Le nombre d'administration locale aux États-Unis est beaucoup plus élevé que celui au Canada. Le ratio du nombre de municipalités par habitant canadien (1 / 7 701) est deux fois moins élevé que celui américain (1 / 3 290).

De nombreuses divergences séparent les responsabilités des municipalités canadiennes et américaines. Le service des transports est une dépense majeure pour les municipalités canadiennes, tandis qu'il ne représente que 8 % pour les municipalités américaines. Toutefois, la sécurité semble prioritaire pour les États-Unis et l'est moins au Canada. À l'exception de la province de l'Ontario, l'importance des services sociaux dans les responsabilités des municipalités des deux pays est aussi une différence marquante.

Le financement des municipalités des deux pays est fort différent. Les municipalités américaines ont des revenus plus diversifiés que ceux des municipalités canadiennes. De plus, les transferts intergouvernementaux sont plus importants aux États-Unis (40 %), comparativement au Canada qui ne représentent que 18 % du financement total.

2.2. Programmes fédéral-municipal canadiens et américains

Cette sous-section se consacre à la description des programmes fédéral-municipal canadiens et américains existant en 2005.

2.2.1. Programmes canadiens

Les programmes fédéral-municipal sont peu nombreux au Canada. Le Canada en compte seulement trois. La forte présence du palier provincial entre les municipalités et le fédéral nuit à l'existence de programme direct de financement. Les programmes fédéraux doivent donc être

⁹Les municipalités de seulement 13 états américains utilisent l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés. Toutefois, dans certains états, la part de cette source de revenus est substantielle, atteignant, par exemple, plus de 16 % des revenus totaux au Maryland.

attribués aux provinces qui les redirigent par la suite aux municipalités selon différentes particularités provinciales.

2.2.1.1. Paiements en remplacement de l'impôt

Ce programme a pris forme selon la Constitution canadienne qui stipule que le pouvoir législatif de taxation d'un palier de gouvernement ne s'applique pas à un autre. Les propriétés fédérales et provinciales bénéficiaient, avant l'introduction de ce programme, de l'augmentation des services dus à la deuxième guerre mondiale, soit les routes, les services de police et d'incendie, offert par les municipalités.¹⁰ C'est donc en 1950 que le gouvernement fédéral débute le programme des subventions aux municipalités en compensation de l'impôt foncier (maintenant nommé Paiements en remplacement de l'impôt).¹¹

Au départ, le programme se définissait par des restrictions sévères qui limitaient la participation des municipalités. En 1950, 70 municipalités seulement ont profité de subventions fédérales.¹² En 1955, une diminution des restrictions du programme permet à un plus grand nombre de municipalités d'en bénéficier. Ainsi, en 1955, plus de 600 municipalités reçoivent des transferts, en 1957, plus de 1 350 et en 2001, plus de 2 250 municipalités, pour environ 26 500 installations fédérales.¹³

Le programme de paiements en remplacement de l'impôt est administré par le Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux sous la Direction des subventions aux municipalités des services de gestion des locaux à bureaux et biens immobiliers. Cette direction détermine les montants revenant aux municipalités, en tenant compte de la valeur foncière attribuée à un bien fédéral selon les méthodes classiques d'évaluation et d'estimation.¹⁴

Ce programme a pour objectif principal de compenser les municipalités qui offrent des services au gouvernement fédéral, puisque celui-ci est le propriétaire de biens fonciers dans ces municipalités :

¹⁰ La majorité des provinces canadiennes paient des compensations tenant lieu de taxes foncières, sous une forme ou une autre. Seuls la Saskatchewan et Terre-Neuve ne paient aucune compensation. Toutefois, un pourcentage prédéfini de la valeur de l'immeuble est utilisé comme base de compensation. Au Québec, par exemple, pour l'année 2004, 35,9 % seulement de la valeur des écoles primaires et secondaires a été comptabilisée. (Gazette officielle du Québec, Avis juridique Numéro 48, 29 novembre 2003)

¹¹ Kitchen et Vaillancourt, *The Federal Grants-in-Lieu of Property Taxes Program: An Assessment*, 1990.

¹² Kitchen et Vaillancourt, *The Federal Grants-in-Lieu of Property Taxes Program: An Assessment*, 1990.

¹³ Travaux publics et services gouvernementaux, *Paiements en remplacement de l'impôt*, 2002.

¹⁴ Travaux publics et services gouvernementaux, *Paiements en remplacement de l'impôt*, 2002.

«Le ministre peut, pour toute propriété fédérale située sur le territoire où une autorité taxatrice est habilitée à lever et à percevoir l'un ou l'autre des impôts mentionnés aux aliénas a et b, et sur réception d'une demande à cet effet établie en la forme qu'il a fixée ou approuvée, verser sur le Trésor un paiement à l'autorité taxatrice :

a : en remplacement de l'impôt foncier pour une année d'imposition donnée;

b : en remplacement de l'impôt sur la façade ou sur la superficie.»¹⁵

Les transferts visent donc les propriétés appartenant au gouvernement fédéral, soit les immeubles de bureau, les laboratoires de recherche, les aéroports, les pénitenciers, les hôpitaux, les écoles, les bibliothèques, les parcs nationaux et les sites historiques, les bases militaires, les fermes expérimentales, les ports et les immeubles du Parlement.¹⁶ Toutefois, certains types de propriétés sont exclus du programme des Paiements versés en remplacement de l'impôt. Elles sont divisées en trois catégories :

- les réserves amérindiennes;
- les parcs municipaux;
- les infrastructures (routes, ponts).

Les établissements fédéraux occupés par d'autres parties sont également exclus du programme sans être inclus dans une ou l'autre des catégories.

Pour toutes propriétés occupées par le gouvernement fédéral, soit ministères, agences et corporations, tous les transferts sont calculés selon le taux d'impôt foncier et l'impôt sur la façade ou sur la superficie respectifs à chacune des municipalités participantes. Le montant des subventions octroyées est donc le résultat de la multiplication de la valeur de la propriété fédérale avec le taux d'imposition en vigueur. Quelques cas nécessitent un arbitrage entre les taux résidentiel et commercial.

Ce programme est le transfert le plus généreux dans le domaine municipal par le gouvernement fédéral. Pour l'année fiscale 1999-2000, le programme de Paiements en remplacement de l'impôt

¹⁵ Paiements versés en remplacement de l'impôts, L.R. 1985, ch. M-13, art.3.

¹⁶ Kitchen et Vaillancourt, The Federal Grants-in-Lieu of Property Taxes Program: An Assessment, 1990.

représente plus de 68 %¹⁷ de tous les montants transférés aux municipalités par le gouvernement fédéral.

Le tableau 9 présente les transferts versés aux municipalités, pour certaines années, par le programme fédéral.

Tableau 9 : Paiements versés en remplacement de l'impôt aux municipalités canadiennes, 1951-2001, certaines années (\$ courant)

| Années | Montant du transfert (\$ CAN) | Transfert par habitant |
|--------|----------------------------------|---------------------------|
| 1951 | 2 038 373 | 0,15 |
| 1956 | 9 548 850 | 0,59 |
| 1961 | 24 699 726 | 1,35 |
| 1966 | 37 590 934 | 1,88 |
| 1971 | 57 188 422 | 2,60 |
| 1976 | 92 999 164 | 3,97 |
| 1981 | 213 863 701 | 8,62 |
| 1986 | 247 233 000 | 9,47 |
| 1990 | 284 137 270 | 10,26 |
| 1991 | 302 367 483 | 10,79 |
| 1992 | 359 548 224 | 12,67 |
| 1993 | 425 994 751 | 14,84 |
| 1994 | 425 964 408 | 14,67 |
| 1995 | 408 207 169 | 13,91 |
| 1996 | 397 949 944 | 13,41 |
| 1997 | 401 548 735 | 13,39 |
| 1998 | 391 651 665 | 12,95 |
| 1999 | 63 746 392* | 2,09 |
| 2000 | 399 237 742 | 12,98 |
| 2001 | 403 984 957 | 13,00 |

Note : L'année 1990 représente l'année fiscale 1989-1990.

Source: Transferts: pour les années entre 1951-1986, Kitchen et Vaillancourt, *The Federal Grants-in-Lieu of Property Taxes Program: An Assessment*, 1990, colonne 1 du tableau 1. Pour les années entre 1990-1990 à 2000-2001. Population : pour les années entre 1951-1966, Série analytique du recensement de 2001, Statistiques Canada et pour les années entre 1971-2001, matrice 051-0001, Cansim, Statistiques Canada.

* Les Comptes publics du Canada, pour l'année fiscale 1998-1999, affichait un montant de transferts nettement inférieur aux autres années. Des modifications dans l'écriture comptable de ce programme peuvent être une explication.

Au cours des cinquante dernières années, les montants octroyés ont augmenté passant d'un peu plus de 2 M\$ en 1951 à plus de 400 M\$ pour l'année 2000-2001. Une augmentation de plus de 140 M\$ entre 1990 et 1993 est enregistrée. Entre 1993 et 2001 les paiements aux municipalités se sont stabilisés, oscillant autour de 400 M\$.

¹⁷ Comptes publics du Canada, 1999-2000.

2.2.1.2. *Fonds d'habilitation et d'investissement municipal vert*

Ce programme, annoncé par le gouvernement fédéral au budget 2002, a pour objectif le financement de projets visant une meilleure gestion de l'environnement au niveau municipal. Ce programme est géré conjointement entre Environnement Canada et la Fédération canadienne des municipalités. L'administration des fonds est donc, pour la première fois au Canada, effectué partiellement par la Fédération canadienne des municipalités, une association d'administrations locales à l'échelle nationale. Toutefois, la province de Québec a refusé cette façon de faire et a signé une entente avec le gouvernement fédéral lui permettant d'administrer elle-même les sommes lui revenant¹⁸.

Le Fonds se divise en deux parties : le fond d'habilitation municipal vert qui bénéficie d'un budget de 50 M\$ pour la période 2000-2007 et le fond d'investissement municipal vert qui jouit d'un budget de 200 M\$¹⁹ pour la même période.²⁰

Fonds d'habilitation municipal vert

Cette subvention met à la disposition des municipalités un appui permettant de partager les risques de l'exploitation de technologies novatrices dans le domaine de l'environnement. Ce Fonds de 50 M\$ accorde des subventions aux études de faisabilité. Une étude de faisabilité doit évaluer un projet susceptible d'améliorer la qualité de l'air, de l'eau ou du sol, de protéger le climat ou de favoriser l'utilisation de ressources renouvelables. Ouvert de 2000 à 2007, ce programme espère appuyer des études afin d'évaluer la faisabilité technique, environnementale et économique de projets municipaux. Les subventions peuvent couvrir jusqu'à 50% des coûts admissibles, à concurrence de 100 000 \$ par projet.

Les projets doivent correspondre à une ou l'autre des catégories suivantes : gestion de l'énergie, de l'eau, des matières résiduelles et des transports en commun.²¹

¹⁸ Ministère des Affaires municipales et des Régions, Fonds municipal vert (site Internet)

¹⁹ Au budget fédéral 2005, sanctionné le 29 juin 2005, une majoration de 300 millions de dollars du Fonds municipal vert à l'enveloppe existante de 250 millions de dollars a été annoncée. De ces fonds, 150 millions seront consacrés à une nouvelle catégorie de financement pour les terrains contaminés.

²⁰ Fédération canadienne des municipalités, Collectivités viables, 2002 (site Internet)

²¹ Fédération canadienne des municipalités, Collectivités viables, 2002
www.fcm.ca/scep/support

Fonds d'investissement municipal vert

Ce Fonds d'investissement de 200 M\$ permet la réalisation de projets environnementaux. Il permet de fournir aux municipalités des outils financiers pour la réalisation de projets pouvant influencer positivement l'environnement.

Le Fonds permet à une municipalité d'emprunter à un taux préférentiel de 1,5 % inférieurs au taux des obligations du Gouvernement du Canada. Il peut fournir jusqu'à 15 % des coûts en capital d'un projet et peut également fournir des garanties de prêt. La période de recouvrement des prêts peut atteindre jusqu'à 10 ans. Il peut également fournir des subventions pour des projets pilotes et pour lesquelles la période de recouvrement est de plus de 10 ans. Ces projets doivent avoir un potentiel d'impact significatif et avoir la possibilité d'être reproduit.

Les objectifs poursuivis par ce programme sont l'amélioration de la qualité de l'air, de l'eau et du sol, la protection du climat, ainsi que la promotion de l'utilisation de ressources renouvelables. Les projets doivent générer des résultats environnementaux et économiques mesurables et vérifiables.²²

2.2.1.3. Nouveau pacte pour les villes et les collectivités

Dès suite de longues discussions entre les différents gouvernements, le gouvernement fédéral a annoncé à son budget 2005 la mise en œuvre d'un nouveau programme pour le financement des municipalités, le Nouveau Pacte pour les villes et les collectivités.

Ce programme, géré par le Ministère des infrastructures et des collectivités, introduit un transfert de 5 G\$ provenant de la taxe d'accise fédérale sur l'essence qui sera versée sur une période de cinq ans, soit de 2005 à 2010. Les sommes revenant aux municipalités devront être négociées, en premier lieu, entre les provinces et le fédéral sous forme d'entente fédérale-provinciale ou d'entente fédérale-provinciale-municipale. Ce transfert n'est donc pas directement versé aux municipalités. Il dépend des négociations entre le fédéral, le provincial et les municipalités.

²² Fédération canadienne des municipalités, *Collectivités viables*, 2002
www.fcm.ca/scep/support

La répartition interprovinciale s'effectue selon la population de chacune des provinces avec une légère majoration pour les provinces et territoires peu peuplés ainsi qu'aux premières nations. Le montant total n'est pas transféré de façon linéaire durant la période, il progresse positivement pour atteindre 2 G\$ la dernière année.

Le tableau 10 présente les sommes totales promises aux provinces pendant la période du programme.

Tableau 10 : Allocation du transfert de la taxe d'accise fédérale sur l'essence pour la période 2005-2010 aux provinces, territoires et aux premières nations

| Provinces, territoires et Premières nations | Total sur 5 ans (en M\$) |
|---|--------------------------|
| Terre-Neuve et Labrador | 82,3 |
| Île du Prince Édouard | 37,5 |
| Nouvelle-Écosse | 145,2 |
| Nouveau-Brunswick | 116,1 |
| Québec | 1 151,0 |
| Ontario | 1 865,5 |
| Manitoba | 167,3 |
| Saskatchewan | 147,7 |
| Alberta | 476,9 |
| Colombie-Britannique | 635,6 |
| Yukon | 37,5 |
| Territoire du Nord Ouest | 37,5 |
| Nunavut | 37,5 |
| Premières nations | 62,5 |
| Total Canada | 5 000,0 |

Source : Infrastructure Canada, Nouveau pacte pour les villes et les collectivités, 2005.

Ces sommes devront servir à améliorer les infrastructures municipales et régionales dans une perspective de développement durable, par exemple les transports en commun, les réseaux d'aqueduc et d'égouts, les systèmes énergétiques des collectivités, la gestion des matières résiduelles ainsi que la remise en état des routes et des ponts.

À ce jour, douze ententes finales ou de principes ont été signées entre le gouvernement fédéral et les provinces. Le tableau suivant présente les grandes lignes des différentes ententes.

Tableau 11 : Ententes entre les paliers de gouvernements sur le transfert de la taxe d'accise fédérale sur l'essence, au 1^{er} décembre 2005

| Provinces, territoires et Premières nations | Caractéristiques/commentaires |
|---|---|
| Nouvelle-Écosse | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente finale a été signée par la province et le fédéral; ▪ Les sommes seront transférées à la province qui les transférera à son tour aux municipalités. ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |
| Île du Prince Édouard | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente a été signée entre le fédéral et la province; ▪ L'entente inclut également la signature de deux autres programmes d'infrastructures, soit le programme d'infrastructure stratégique et le programme d'infrastructure municipale rurale; ▪ Simultanément, l'entente crée une régie des infrastructures locales gérée par la province; ▪ Le transfert de la taxe d'accise fédérale sur l'essence est donc noyé dans la mise en place d'un gros programme d'infrastructure; ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |
| Nouveau-Brunswick | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente finale a été signée par la province et le fédéral; ▪ Les sommes sont transférées à la province. L'entente reste ambiguë au niveau du transfert de l'argent de la province aux municipalités; ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |
| Québec | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente finale a été signée par la province et le fédéral; ▪ Le budget 2004 de la province avait déjà prévu ce transfert en créant la Société de financement des infrastructures locales (SOFIL); ▪ Les sommes seront remises à la SOFIL; ▪ La distribution des sommes sera conditionnelle à l'élaboration d'un projet qui aura été au préalable approuvé par la SOFIL; ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |
| Ontario | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'une des ententes les plus audacieuses; ▪ La province s'est retirée, laissant les municipalités négocier directement avec le gouvernement fédéral; ▪ L'entente a été signée, par la suite, entre le fédéral, la province, le maire de Toronto et l'Association des municipalités de l'Ontario (AMO); ▪ Les sommes sont directement versées à l'AMO qui les redirigera vers les municipalités; ▪ La ville de Toronto recevra directement les sommes lui revenant, n'étant pas membre de l'AMO; ▪ La ville de Toronto doit dépenser la totalité de ses sommes au transport en commun; ▪ Les projets régionaux sont privilégiés; ▪ C'est donc un transfert direct. |
| Manitoba | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente finale a été signée par la province et le fédéral; ▪ Les sommes seront transférées à la province qui les transférera à son tour à l'Association des municipalités |

| Provinces, territoires et Premières nations | Caractéristiques/commentaires |
|---|---|
| | du Manitoba (AMM) et à la Ville de Winnipeg; <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'AMM les transférera par la suite aux municipalités; ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |
| Saskatchewan | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente finale a été signée par la province et le fédéral; ▪ C'est le gouvernement provincial qui administrera les fonds fédéraux aux municipalités; ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |
| Alberta | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente a été signée entre le fédéral et la province; ▪ Les sommes sont transférées à la province qui signera un protocole d'entente avec chacune des municipalités; ▪ La distribution des sommes sera conditionnelle à certain projet municipale et ou régionale; ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |
| Colombie-Britannique | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Première province à avoir signée une entente; ▪ L'entente a été signée entre le fédéral, la province et l'Union des municipalités de la C-B (UMBC). Elle est donc tripartite; ▪ Les montants sont directement transférés à l'UMBC (sauf pour ceux dédiée à la région de Vancouver qui transite directement); ▪ Le transport en commun est privilégié; ▪ c'est donc un transfert direct. |
| Territoire du Nord-Ouest | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente finale a été signée par le territoire et le fédéral; ▪ Les sommes seront transférées au territoire qui les transférera à son tour aux collectivités. ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |
| Yukon | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente a été signée entre le fédéral et le territoire; ▪ Les sommes sont transférées au territoire pour être redirigées aux municipalités; ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |
| Nunavut | <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entente a été signée entre le fédéral et le territoire; ▪ Les sommes sont transférées au territoire. L'entente reste ambiguë au niveau du transfert de l'argent du territoire aux municipalités; ▪ Ce n'est donc pas un transfert direct. |

Source : Infrastructure Canada, Nouveau Pacte pour les villes et les collectivités, 2005.

Ainsi, à la fin de l'année 2005, deux ententes ne sont toujours pas signées, soit celle pour la province de Terre-Neuve et celle pour les Premières nations.

Quoiqu'à l'origine, il semble que le gouvernement fédéral avait l'intention de faire de ce Nouveau pacte sur les villes et les collectivités un transfert direct entre le fédéral et les municipalités, la plupart des provinces ont rapidement souligné l'importance du respect des compétences de chacun. Le transfert de la taxe d'accise fédérale sur l'essence ne peut donc pas

être identifié comme étant un transfert fédéral-municipal à l'échelle canadienne. Selon les ententes déjà signées, seules l'Ontario et la Colombie-Britannique peuvent être caractérisées de la sorte.

Enfin, il existe quatre principaux programmes mis en place par le gouvernement fédéral pour le financement des infrastructures municipales, soit le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique, le Fonds sur l'infrastructure frontalière, le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale et le Programme Infrastructure Canada.²³ Étant des programmes à financement tripartite, c'est-à-dire que le fédéral, les provinces et les municipalités financent le tiers des projets, ils ne seront pas étudiés dans ce rapport.

2.2.2. Programmes américains

Le gouvernement fédéral américain transfère aux municipalités une somme plus généreuse en terme de transfert direct que le gouvernement fédéral canadien. Toutefois, la totalité des sommes provenant de transferts se divise en une multitude de programmes, plus différents les uns des autres. Cette section décrit les principaux programmes américains.

2.2.2.1. *Grants to Local Educational Agencies*

Ce programme, administré par le département de l'éducation du gouvernement fédéral, existe depuis 1965. Il a pour objectif d'aider les agences d'éducation locales (*local education agencies-LEAs*), soit l'équivalent des commissions scolaires québécoises ou canadiennes, ainsi que les écoles pour permettre l'amélioration de l'éducation des enfants en difficulté d'apprentissage. Ce transfert permet également aux écoles de satisfaire les exigences académiques de chaque état.²⁴ L'utilisation des fonds varie selon les institutions scolaires. Les sommes peuvent servir par exemple à l'éducation dans les milieux défavorisés ou simplement à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Ce programme a transféré aux municipalités une somme de 7,941G\$ américain pour l'année fiscale 2000-2001, soit le plus gros transfert aux municipalités par le gouvernement fédéral. Il représente environ 26 % des subventions fédéral-municipal pour cette période. Pour l'année

²³ Pour une description exhaustive des différents programmes, voir le Site Internet d'Infrastructure Canada au www.infrastructure.gc.ca

²⁴ The Catalog of Federal Domestic Assistance, Title 1 Grants to Local Educational Agencies, 2002. www.cfda.gov.

2000-2001, 14 000 *schools districts* et 50 000 écoles ont reçus cette subvention et plus de 12 M d'enfants sont affectés par ce programme.²⁵ La somme du montant transféré est attribuée selon une formule qui comprend le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école et qui sont sous le seuil de la pauvreté ainsi que les dépenses en éducation des états.

2.2.2.2. *Federal Transit Formula Grants (Urbanized Area Formula Program)*

Ce programme, administré par le Département des Transports du gouvernement fédéral américain, est le deuxième plus gros transfert fédéral-municipal aux Etats-Unis en 2000-2001. Son principal objectif est de participer au financement, à la construction, à la planification, au maintien et à l'amélioration des équipements et des services dans le domaine du transport des villes ou des secteurs urbains ayant une population de plus de 200 000 habitants.²⁶ Le secrétaire des transports est autorisé à financer les projets qui ont un impact positif sur la vie des citoyens, soit au niveau de l'environnement et du développement économique de la région. Ce programme a permis, par exemple, d'améliorer les systèmes de train et d'autobus à travers le pays permettant à la majorité des citoyens américains d'utiliser le transport en commun.

Pour l'année fiscale 2000-2001, le *Federal Transit Formula Grants*, a transféré une somme de 4,1 G\$ américains aux municipalités.²⁷ Il représente ainsi plus de 13 % des transferts fédéral-municipal pour cette période. La répartition des fonds se base sur une formule se composant de plusieurs éléments incluant la santé financière des sociétés de transport des municipalités, l'achalandage du système de transport en commun, ainsi que la population. Les sommes sont directement attribuées aux administrations locales.

2.2.2.3. *Community Development Block Grants- Entitlement Grants*

Ce programme, administré par le *Department of Housing and Urban Development* américain a pour objectif d'améliorer l'accessibilité aux logements abordables pour les personnes à faible et à moyen revenu.²⁸ Le programme touche les villes appartenant à une région métropolitaine, les villes de plus de 50 000 habitants ou encore les comtés de plus de 200 000 habitants. Pour l'année fiscale 2000-2001, 1 024 gouvernements locaux étaient potentiellement éligibles au programme.

²⁵ The Catalog of Federal Domestic Assistance, Title 1 Grants to Local Educational Agencies, 2002 www.cfda.gov.

²⁶ The Catalog of Federal Domestic Assistance, Federal Transit Formula Grants, 2002, www.cfda.gov.

²⁷ The Catalog of Federal Domestic Assistance, Federal Transit Formula Grants, 2002, www.cfda.gov.

²⁸ The Catalog of Federal Domestic Assistance, Community Development Block Grants, 2002, www.cfda.gov.

Distribué selon une formule basée sur le taux de pauvreté et la population, le programme *Community Development Block Grants* a transféré aux municipalités la somme de 3,1 G\$ américains pour l'année fiscale 2000-2001.²⁹ Ce transfert représente la troisième somme en importance pour les subventions fédéral-municipal, soit 10 % du total transféré pour la période 2000-2001.

2.2.2.4. *Home Investment Partnerships Program (Home Program)*

Ce programme, administré par le *Department of Housing and Urban Development* et régit par *The National Affordable Housing Act*, a été amendé en 1990. L'objectif principal est l'augmentation de l'offre de logement abordable. Bien qu'ayant le même objectif que le *Community Development Block Grants- Entitlement Grants*, il ne cible pas les mêmes acteurs économiques. L'un subventionne l'individu à faible revenu (aide à la personne) tandis que l'autre, l'entrepreneur (aide à la pierre).³⁰ Tous les gouvernements locaux sont éligibles que se soit les municipalités, les villes ou les comtés urbains.

Home Investment Partnerships Program est le quatrième plus important programme fédéral-municipal aux États-Unis. Ce transfert s'élève à plus de 1,8 G\$ américains pour la période fiscale 2000-2001.³¹

2.2.2.5. *Goals 2000 State and Local Education Systemic Improvement Grants*

Ce programme, administré par le *Department of Education* et régit par *The Goals 2000 : Educate America Act*, vient appuyer le *Grants to Local Educational Agencies*. Il a pour objectif premier le développement et l'introduction des réformes scolaires ainsi que l'amélioration du niveau d'éducation du pays.³²

Goals 2000 est le cinquième programme en importance entre le fédéral et le municipal. Pour l'année fiscale 2000-2001, le transfert a totalisé un peu plus de 458 M\$ américains. La répartition

²⁹ The Catalog of Federal Domestic Assistance, Community Development Block Grants, 2002, www.cfda.gov.

³⁰ The Catalog of Federal Domestic Assistance, Home Investment Partnerships Program, 2002, www.cfda.gov.

³¹ The Catalog of Federal Domestic Assistance, Home Investment Partnerships Program, 2002, www.cfda.gov.

³² The Catalog of Federal Domestic Assistance, Goals 2000, State and Local Education Systemic Improvement Grants, 2002, www.cfda.gov.

aux municipalités est basée sur une formule incluant le montant obtenu dans les autres programmes, mais aussi des taux de pauvreté et de population.³³

2.2.3. Comparaison des programmes canadiens et américains

La description des programmes canadiens et américains démontre que le financement des gouvernements locaux par le gouvernement fédéral est fort différent dans ces deux pays.

Au Etats-Unis, il existe plusieurs transferts directs aux gouvernements locaux par le gouvernement fédéral. L'état peut avoir un rôle à jouer lors de la signature de l'entente, mais ne reçoit pas l'argent.

Au Canada, à l'exception des Paiements en remplacement de l'impôt, il n'existe aucun programme où le gouvernement fédéral finance directement les municipalités. Le gouvernement fédéral doit conclure une entente avec les provinces en plus de leur transférer l'argent.

Ainsi, puisque ce rapport vise également à déterminer les facteurs d'allocation des transferts fédéraux directs aux administrations locales, seule la situation américaine sera étudiée.

³³ The Catalog of Federal Domestic Assistance, Goals 2000, State and Local Education Systemic Improvement Grants, 2002, www.cfda.gov.

3. Modèle, données et résultats

Cette section présente le modèle économétrique qui sera estimé et les données utilisées. Une brève analyse graphique des données permettra également de présenter le transfert fédéral-municipal américain choisi pour cette étude. Enfin, les résultats sont présentés et commentés.

3.1. Modèle économétrique

Pour estimer les facteurs expliquant l'allocation du montant des transferts par habitant aux administrations locales, une variation simple du modèle général présenté par Boex-Martinez-Vasquez sera exposé pour la situation américaine.

Le modèle estimé est donc représenté par l'équation suivante :

$$\text{trfpercap}_{it} = \beta_0 + \beta_1 \ln\text{pop}_{it} + \beta_2 \text{popmetro}_{it} + \beta_3 \text{popnblanc}_{it} + \beta_4 \text{pol}_{it} + \beta_5 \ln\text{rev}_{it} + \varepsilon_{it}$$

où :

i est la variable état et t est la variable de temps;

trfpercap : le montant de transferts fédéraux par habitant aux administrations locales; la variable dépendante;

$\ln\text{pop}$: la population;

popmetro : le pourcentage de la population habitant une région métropolitaine sur le total de la population;

popnblanc : le pourcentage de la population non blanche sur le total de la population;

pol : le pourcentage d'appui en terme de nombre de votes au président élu;

$\ln\text{rev}$: le revenu disponible.

3.1.1. Variables et données

La prochaine sous-section présentera les variables utilisées pour estimer le modèle de manière plus exhaustive et identifiera les sources de données.

3.1.1.1. Transferts par habitant

Pour déterminer les facteurs d'allocation des transferts fédéraux aux administrations locales par habitant, les transferts concernant les transports en commun ont été choisis et compilés par état. Ce choix s'explique nécessairement par l'accessibilité des données, mais aussi pour permettre, par la suite, une meilleure analyse de la situation canadienne. Les transferts choisis transitent directement du gouvernement fédéral aux administrations locales.

Les formules de répartition de ces transferts sont complexes³⁴. Le montant initial est divisé en trois catégories selon un pourcentage de répartition, soit urbain (91,23 %), rural (6,37 %) et besoins sociaux (2,4 %). Chaque catégorie est ensuite reliée à une formule spécifique comprenant des critères de population, de densité, d'achalandage et de coûts de construction et d'opération.

Ces données proviennent de la *National Transit Database*³⁵ pour la période s'échelonnant de 1996 à 2002. La *National Transit Database*, une production d'une agence du *Federal Transit Administration* du *Department of Transportation* du gouvernement fédéral américain, compile des données concernant les transports en commun pour l'ensemble du pays.

Seuls les transferts fédéraux pour le financement des dépenses de capital du transports en commun ont été utilisés. Les transferts pour les dépenses d'exploitation n'ont pas été retenus puisqu'ils visent majoritairement les agences de transports en commun en difficulté financière. Ils sont donc des aides financières ponctuelles qui sont transférés aux agences de transport en commun pour leur permettent de boucler leur budget annuel.

Le montant de transferts fédéraux aux administrations locales par état a ensuite été divisé par la population de leur état respectif.

3.1.1.2. Population

La population pour chacun des états utilisé provient du *Statistical Abstract of the United States* (sur leur site Internet) pour la période de 1996 à 2002. Comme pour le modèle de Boex-Martinez-

³⁴ http://www.fta.dot.gov/legal/guidance/circulars/9000/936_1157_ENG_HTML.htm

³⁵ www.ntdprogram.com, sous la section *historic data*.

Vazquez, il faut s'attendre à une relation négative entre le montant de transferts par habitant et la population.

3.1.1.3. *Population métropolitaine*

Le pourcentage de la population vivant dans une région métropolitaine sur la population totale a été utilisé. Ces données proviennent du *Statistical Abstract of the United States* (sur leur site Internet) pour la période de 1996 à 2002. Étant manquantes, une moyenne mobile a été effectuée pour les années 1997 et 1999.

La population métropolitaine est un bon indicateur des besoins locaux de transports en commun. Il faut donc s'attendre à une relation positive puisque plus un territoire est urbanisé plus ces besoins en transports en commun sont élevés. Cette hypothèse est différente du modèle de Boex-Martinez-Vazquez où l'urbanisation a une relation négative avec le montant de transferts en raison des économies d'échelles et du pouvoir politique disproportionné des petites localités.

3.1.1.4. *Population « non-blanche »*

Le pourcentage de la population non-blanche sur le total de la population de chaque état a été utilisé. Ces données proviennent du *Statistical Abstract of the United States* (sur leur site Internet) pour la période de 1996 à 2002. N'étant pas disponible, les années 1996 et 2001 ont été obtenues à l'aide d'une interpolation de la moyenne. Une compilation des données a également été nécessaire, le *Statistical Abstract* incluant les personnes d'origine latine dans la catégorie « personne blanche ». Il faut s'attendre à une relation positive entre le pourcentage de non-blanc et le montant de transferts par habitant des administrations locales.

3.1.1.5. *Politique*

Le pourcentage de votes appuyant le président a été utilisé³⁶ comme variable de représentation politique, soit le nombre d'électeurs ayant voté pour le candidat gagnant sur le nombre d'électeurs total. La période à l'étude étant relativement courte (1996 à 2002), seulement deux élections ont été comptabilisées. Pour l'élection de 1996, le pourcentage de vote représente le nombre d'électeurs ayant appuyés le représentant démocrate (Clinton) et pour 2000, le nombre d'électeurs

³⁶ Merci à Madame Linda Lee pour les explications et les données concernant cette sous-section.

ayant appuyé le représentant républicain (Bush). Ces données sont disponibles par le *Statistical Abstract of the United States* (sur leur site Internet).

Comme le modèle de Boex-Martinez-Vazquez, il faut s'attendre à une relation positive entre le pourcentage d'appui à la présidence du pays et le montant de transfert par habitant.

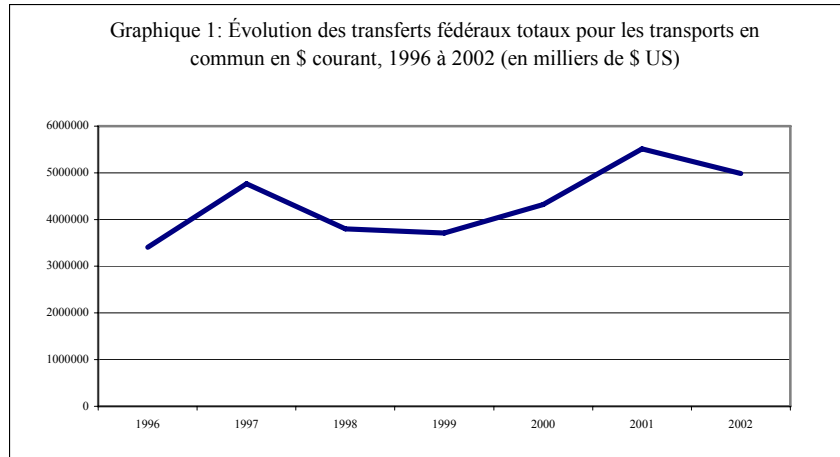
3.1.1.6. Revenu disponible

Le revenu disponible pour chaque état a été utilisé étant un bon indicateur de la richesse économique d'une entité. Également, le PIB par état aurait pu être utilisé. Toutefois, le revenu disponible a été préféré, donnant de meilleurs résultats. Le modèle estimé à l'aide de la variable PIB se retrouve à l'annexe. Ces données proviennent du *Statistical Abstract of the United States* (sur leur site Internet) pour la période de 1996 à 2002. Une relation négative est attendue entre les variables économiques et le montant de transfert par habitant.

3.1.2. Analyse graphique des transferts fédéral-municipal américains

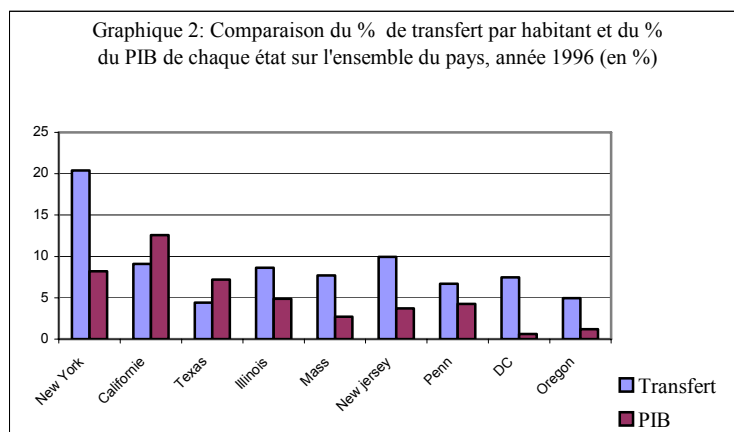
Cette section analyse de manière graphique les transferts fédéraux pour les transports en communs américains pour la période s'échelonnant de 1996 à 2002.

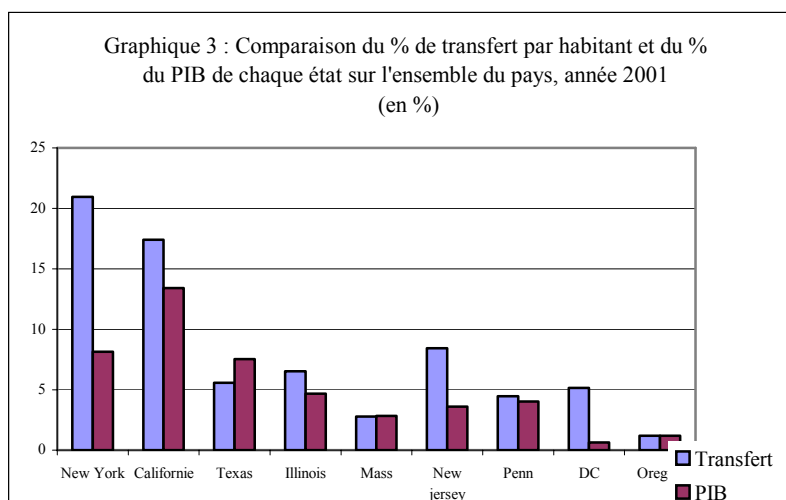
Le premier graphique démontre l'évolution des transferts fédéraux aux administrations locales en transports en commun au cours de la période pour l'ensemble des États-Unis. Deux sommets se dessinent dans ce graphique, soit l'année 1997 et l'année 2001. Ces deux années concordent avec celle subséquente aux élections. Ainsi, tant le gouvernement démocrate que le gouvernement républicain a augmenté substantiellement les transferts aux transports en commun à leur arrivée au pouvoir.



Les transferts fédéraux pour les transports en commun aux administrations locales ont augmenté de 3,4 G\$ à 5,0 G\$, soit près de 46,5 % au cours de la période. La moyenne est à 43,5 G\$ avec un sommet pour l'année 2001 avec 5,5 G\$.

Les deuxième et troisième graphiques présentent une comparaison des répartitions entre les états des transferts fédéraux et du PIB pour l'année 1996 et l'année 2001. Recevant la majorité du montant des transferts fédéraux, neuf états sont représentés dans ces graphiques. Les 42 autres ne sont pas présentés puisqu'ils se séparent environ 25 % des transferts.





Ces graphiques permettent de voir l'évolution de la répartition des transferts fédéraux. Entre 1996 et 2001, les transferts fédéraux pour l'ensemble de ces neuf états ont diminué. En 1996, ils représentaient 79,3 % des transferts tandis qu'en 2001 ils ne représentaient que 72,5 %. Les plus grandes baisses sont pour le Massachusetts (4,9 %) et l'Oregon (3,8 %). Toutefois, les transferts ont augmenté pour la Californie de 8,3 % et pour le Texas de 1,2 %.

Les graphiques permettent également d'observer l'évolution entre la répartition des transferts et le PIB. Pour l'année 1996 et 2001, la part de transferts est plus élevée que la part de PIB (45,4 % pour 1996 et 46,0 % pour 2001) à l'exception du Texas (dans les deux cas) et de la Californie (pour 1996).

3.2. Résultats

Ce modèle a été estimé à l'aide de données en panel³⁷. Les données en panel possèdent deux dimensions, soit l'une pour les états (i) et une pour le temps (t). Elles permettent d'identifier un effet associé à chaque état, c'est-à-dire qui ne varie pas dans le temps, mais qui varie d'un état à l'autre. Notre modèle comprend un groupe de 51 états (incluant Washington DC) pour une période de 7 ans. L'équation sera estimée avec la fonction *xtgls* du logiciel *Stata* avec une structure de variance de panel hétéroscédastique (*panels hétéro*). Cette fonction estime le modèle

³⁷ Ouellet, Estelle. *Guide d'économétrie appliquée pour Stata pour ECN 3950 et FAS 3900*, Université de Montréal, 2005, p.68.

par les moindres carrés ordinaires (MCG) et permet de combiner certaines conclusions obtenues dans des tests faits ultérieurement.

L'équation suivante a donc été estimée :

$$\text{trfpercap}_{it} = \beta_0 + \beta_1 \lnpop_{it} + \beta_2 \text{popmetro}_{it} + \beta_3 \text{popnblanc}_{it} + \beta_4 \text{pol}_{it} + \beta_5 \lnrev_{it} + \varepsilon_{it}$$

Le tableau suivant résume les résultats des coefficients pour les cinq variables (\lnpop , popmetro , popnblanc , pol , et \lnrev). L'état et l'année de base utilisés pour cette estimation sont l'Alabama et 1996. Une variation de cette estimation qui remplace le revenu disponible par le PIB se trouve en annexe.

Tableau 12 : Résultats

| trfpercap | Coefficient | Écart-type | Z | P> z | [95% Conf. Interval] | |
|--------------------|-------------|------------|-------|-------|----------------------|-----------|
| \lnpop | -27,11214 | 6,375257 | -4,25 | 0,000 | -39,60741 | -14,61687 |
| popmetro | 27,54559 | 9,689115 | 2,84 | 0,004 | 8,555273 | 46,53591 |
| popnblanc | 18,04654 | 10,1786 | 1,77 | 0,076 | -1,903151 | 37,99623 |
| pol | -11,29252 | 10,40253 | -1,09 | 0,278 | -31,68109 | 9,09606 |
| \lnrev | 23,73242 | 6,232895 | 3,81 | 0,000 | 11,51617 | 35,94867 |
| cons | 106,2177 | 27,5016 | 3,86 | 0,000 | 52,31559 | 160,1199 |

3.2.1. Population

Il est clair que l'analyse des résultats de la variable population est significative puisqu'elle obtient une p-value inférieure à 5 %, soit un niveau de confiance de plus de 95 %. La relation entre la population et le montant de transferts fédéraux par habitant est négative, comme prévu dans les sections précédentes. Ainsi, une augmentation de la population diminue les transferts par habitant reçues par les administrations locales. Selon Boex-Martinez-Vazquez, cette relation s'explique par la présence d'économie d'échelle au niveau local ou par la disproportion du pouvoir politique des petites entités.

3.2.2. Besoins locaux

3.2.2.1. *Population métropolitaine*

La variable population métropolitaine est également significative. Elle obtient, elle aussi, une p-value inférieure à 5 %. La relation entre le pourcentage de population métropolitaine et les transferts fédéraux par habitant est de signe positif. Comme prévu dans l'analyse précédente, plus une population est localisée dans les régions métropolitaines, plus ces montants de transfert par habitant concernant les transports en commun sont élevés. Ceci va à l'encontre de l'analyse de Boex-Martinez-Vazquez qui prétend que l'urbanisation diminue les transferts par habitant. Toutefois, les milieux urbanisés ont majoritairement plus d'offre de services de transports en commun que les milieux ruraux expliquant sûrement cette divergence de résultats.

3.2.2.2. *Population « non-blanche »*

La variable population « non-blanche » est de signe positif comme prévu dans les hypothèses de ce rapport et de celles de Boex-Martinez-Vazquez. Toutefois, cette variable n'est pas significative dans notre estimation, elle obtient une p-value de plus de 5 %.

3.2.3. Politique

La relation entre le pourcentage de votes pour le président aux élections et le montant de transferts fédéraux par habitant est, contre toute attente, négative. Ainsi, plus les électeurs d'un état a voté en faveur du parti politique du candidat victorieux, moins ces administrations locales obtiennent de transferts par habitant. L'utilisation de données reflétant l'allégeance des gouverneurs ou des sénateurs de l'état versus le président au pouvoir aurait peut-être donné d'autres résultats. Cependant, la variable a une p-value de seulement 28 %, soit un niveau de confiance beaucoup trop faible pour être significative.

3.2.4. Revenu disponible

Le revenu disponible est une variable significative avec une p-value inférieure à 5 %. La variable du revenu disponible semble avoir un effet contraire aux attentes. Contrairement aux hypothèses énoncées précédemment et à celles de Boex-Martinez-Vazquez, la relation entre la variable

dépendante et le revenu disponible semble être positive. Plus un état a un revenu disponible élevé, plus le montant de transfert par habitant est élevé.

Une des explications possibles pourrait être l'effet d'entraînement de la richesse d'un état. Si un état bénéficie d'une bonne croissance économique et que les consommateurs disposent de revenu disponible élevé, les besoins en infrastructures de toutes sortes, incluant les besoins locaux en transports en commun, seront élevés et donc les transferts fédéraux seront plus massifs. Toutefois, selon cette explication, les transferts pour les transports en commun ne sont pas introduits par le gouvernement fédéral pour favoriser l'équité entre les administrations locales.

3.3. Discussion

Le prochain tableau compare les résultats de ce papier (en italique) avec les douze cas étudiés par Boex-Martinez-Vazquez.

Tableau 13 : Déterminants de l'allocation des transferts intergouvernementaux par habitant aux administrations locales

| | Besoins locaux | Capacité fiscale | Pouvoir politique | Poids de la population |
|-------------------|--|----------------------|------------------------------|------------------------|
| Argentine | Densité de la population (-) | Revenu (-) | Représentation politique (+) | Population (-) |
| Australie | Ratio des dépenses (+) | | Représentation politique (+) | |
| Brésil | | Revenu (+) | Représentation politique (+) | |
| Indonésie | Pauvreté (+) Régulation des prix (+) | PIB (+) | | |
| Israël | Population dépendante (+) | Déficit local (+) | Support politique (+) | Population (-) |
| Japon | Urbanisation (ND) | Revenu (+) | Représentation politique (+) | |
| Mexique | HDI ³⁸ (+) | HDI (+) | Représentation politique (+) | |
| Nigéria | Pauvreté (ND) Densité de la population (ND) Scolarité (ND) | Capacité fiscale (+) | | Population (-) |
| Russie | Services sociaux (+) | Surplus (-) | Support politique (-) | Population (-) |
| Tanzanie | Pauvreté (+) Scolarité (+) | | Urbanisation (+) | Population (-) |
| Ouganda | Densité (+) Pauvreté (-) | Pauvreté (-) | | Population (-) |
| Etats-Unis | Urbanisation (-) | Revenu (+) | Support politique (+) | |
| <i>États-Unis</i> | <i>Urbanisation (+)</i> | <i>Revenu (+)</i> | | <i>Population (-)</i> |

Source : Boex, Martinez-Vazquez. *The determinants of the incidence of intergovernmental grants : A survey of the international experience*, Georgia State University, p.27, 2004.

En général, les résultats de cette étude sont comparables aux autres conclusions des papiers répertoriés par Boex-Martinez-Vazquez. Toutefois, les résultats des deux études sur les facteurs déterminants les transferts aux Etats-Unis semblent divergents, principalement au niveau du

³⁸ HDI : Human Development Index.

politique. Une étude précédente à celle-ci arrive aux conclusions que la relation entre les transferts fédéraux par habitant et le support politique est de signe positif, comme prévu par nos hypothèses de départ. Or, les deux études sur les Etats-Unis concluent à une relation positive pour le revenu et les transferts par habitant. Une relation positive entre les revenus et les transferts laisse croire que l'objectif prédominant des transferts aux Etats-Unis n'est pas la recherche de l'équité.

4. Conclusion

L'objectif de ce rapport de recherche était l'étude du financement des municipalités par le gouvernement fédéral. En considérant les différences entre le financement des municipalités américaines et canadiennes et en tenant compte des difficultés financières de ce palier de gouvernement, ce rapport visait, plus spécifiquement, à étudier et à comparer les transferts directs du gouvernement fédéral aux administrations locales de ces deux pays. Il cherchait également à déterminer les facteurs d'allocation des transferts fédéraux par habitant aux administrations locales.

En résumé, le financement des administrations locales par le gouvernement fédéral est fort différent entre le Canada et les Etats-Unis. Il existe peu de programmes canadiens. Aux Etats-Unis, les programmes de financement direct entre le fédéral et le municipal sont nombreux.

En raison de l'absence de transferts directs entre le gouvernement fédéral et les administrations locales, les facteurs d'allocations des transferts canadiens n'ont pu être déterminés. Les résultats du cas américain démontrent que les facteurs de besoins locaux et de capacité fiscale ont des relations positives avec le montant de transferts par habitant pour les transports en commun du gouvernement fédéral aux administrations locales. Les facteurs de politique et de population ont plutôt des relations négatives.

Ainsi, malgré ce rapport, le financement de municipalités canadiennes reste un cas complexe à étudier. Ultérieurement, l'étude des facteurs déterminant l'allocation aux municipalités par les provinces des transferts fédéraux devraient être effectuée.

Bibliographie

Bird et Vaillancourt, *Fiscal Decentralization in Developing Countries*, Cambridge University Press, 1998.

Boadway et Kitchen, Canadian Tax Policy, Canadian Tax Paper No 103, Canadian Tax Foundation, Canada, 1999.

Boex et Martinez-Vazquez. "The Determinants of the Incidence of Intergovernmental Grants : A Survey of the International Experience", International Studies Program Working Paper Series, at AYSPS, GSU paper0509, International Studies Program, Andrew Young School of Policy Studies, Georgia State University, (2005)

Budget 2004 du gouvernement fédéral canadien, 2004.

Budget 2005 du gouvernement fédéral canadien, 2005.

Canadian Tax Foundation, *Finances of the Nations*, 1999.

Comptes publics du Canada

Discours de l'honorable Stéphane Dion, Ministre des relations intergouvernementales devant le Congrès annuel 2001 de la Fédération canadienne des municipalités, 2001.

Discours du Trône du gouvernement du Canada, 2004.

Fédération canadienne des municipalités, *Alerte : les villes canadiennes seront-elles en mesure de concurrencer ?*, 2001.

Fédération canadienne des municipalités, Collectivités viables, 2002. www.fcm.ca

Federal Transit Administration, National Transit Data, www.ntdprogram.com,

Gauthier et Vaillancourt, *Municipal Governance in Canada, United States, France and Pakistan : Some Lessons for Russia*, papier préparé pour l'Institut des affaires intergouvernementales de l'Université Queen's, 2002.

Infrastructure Canada, Nouveau Pacte sur les villes et es collectivités. 2005

Kitchen, *Canadian Municipalities: Fiscal Trends and Sustainability*, Canadian Tax Journal, Revue fiscale canadienne, vol.50 No1, 2002.

Kitchen et Vaillancourt, *The federal Grants-in-lieu of Property Taxes Program :An Assessment*, 1990.

McMillan, Melville L., *Financial Relationships between Regional and Municipal Authorities : Insights from the Examination of Five OECD Countries*, Institute of Intergovernmental Relations, Queens University, Kingston, Ontario, 2002

Ouellet, Estelle. *Guide d'économétrie appliquée pour Stata pour ECN 3950 et FAS 3900*, Université de Montréal, 2005, p.68

Paiements versé en remplacement de l'impôt, L.R. 1985, ch.M-13.

Statistiques Canada, www.statcan.ca

The Catalog of Federal Domestic Assistance, 2002. www.cfda.gov

U.S. Census Bureau, *Compendium of Government Finances*, Census of Governments, www.census.gov

U.S. Census Bureau, Statistical Abstract of the United States: 2000, *State and Local Government Finances and Employment*, 2000.

Annexe

Résultats
(PIB remplace le revenu disponible)

| trfpercap | Coefficient | Écart-type | Z | P> z | [95% Conf. Interval] | |
|-----------|-------------|------------|-------|-------|----------------------|-----------|
| lnpop | -44.6932 | 8.006907 | -5.58 | 0.000 | -60.38645 | -28.99996 |
| popmetro | 15.80108 | 9.328619 | 1.69 | 0.090 | -2.482679 | 34.08484 |
| popnblanc | 10.5894 | 10.68838 | 0.99 | 0.322 | -10.35944 | 31.53823 |
| pol | -13.86087 | 14.03947 | -0.99 | 0.324 | -41.37772 | 13.65598 |
| lnpib | 44.60538 | 7.572233 | 5.89 | 0.000 | 29.76408 | 59.44668 |
| cons | 159.2425 | 32.31367 | 4.93 | 0.000 | 95.90883 | 222.5761 |